

Le prophète, le pèlerin et le missionnaire

LA CIRCULATION INTERNATIONALE DU NÉO-LIBÉRALISME ET SES ACTEURS

Quand il s'agit de caractériser l'espace économique mondial, les théories contemporaines des relations internationales mettent souvent l'accent sur la capacité qu'ont certaines institutions, non étatiques ou interétatiques, de fixer les règles du jeu et de déterminer les conditions dans lesquelles doivent être satisfaits les besoins en matière de sécurité, de savoir, de production et de crédit¹. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les marchés financiers et les multinationales disposeraient ainsi d'une « puissance structurelle »² qui leur permettrait d'imposer et d'uniformiser les normes économiques et sociales, si bien qu'internationalisation de l'économie capitaliste et dépérissement de l'État iraient de pair. Étudier l'action de ces acteurs du nouvel ordre économique mondial ne saurait cependant suffire à comprendre comment les transformations en cours ont été légitimées. Dans le domaine de l'économie internationale, comme ailleurs, s'il y a des agents pour faire appliquer des normes, d'autres les produisent : un type particulier d'« entrepreneurs de morale »³, qui ont élaboré un dispositif international de diffusion de théories à finalité politique, en adéquation avec un système économique, où les États n'ont plus qu'un rôle secondaire à jouer⁴. Il en est ainsi de la prestigieuse Société du Mont-Pèlerin, créée par Friedrich Hayek et Wilhelm Röpke en 1947, qui est au cœur d'un réseau mondial visant à garantir la circulation des idées néo-libérales. Destinée à promouvoir une « utopie » (Hayek), cette société savante qui réunit, en moyenne tous les deux ans, économistes, patrons et hommes politiques libéraux, a largement contribué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à faire des principes du néo-libéralisme des « solutions » politiquement acceptables, sans jamais pour autant avoir recouru à une forme directe et visible de propagande. Cette réussite ne doit évidemment pas grand-chose à la seule « force des idées pures ».

L'accumulation initiale d'un capital social international

Pour comprendre la manière dont le néo-libéralisme a pu s'imposer, dans l'ordre des théories et des politiques économiques⁵, il est nécessaire de retracer la genèse de ce qui se voulait à l'origine une académie internationale de philosophie politique⁶ et de la situer dans l'espace des instances de production doctrinale de l'époque. La Société du Mont-Pèlerin est l'héritière d'une structure en réseaux mise en place dès la fin des années 1930 pour lutter contre le collectivisme (identifié au « planisme », au communisme ou au fascisme) et promouvoir un néo-libéralisme reconnaissant à l'encontre du « laissez-faire, laissez-passer » de l'École

1 – Cet article est le produit d'une recherche en cours sur la genèse et l'institutionnalisation du néo-libéralisme en France. Il s'appuie sur le dépouillement d'archives privées conservées en France (Fonds Louis Rougier au château de Lourmarin-de-Provence) et aux États-Unis (Fonds Milton Friedman, Ronald Max Hartwell, Friedrich August Hayek, Fritz Machlup et papiers de la Société du Mont-Pèlerin, déposés à la Hoover Institution de l'université de Stanford).

2 – Susan Strange, *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1996.

3 – Howard Becker, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985, p. 171-188.

4 – Sur les relations entre l'espace des experts de Washington et celui des économistes néo-libéraux de l'École de Chicago, se reporter à Yves Dezalay, Bryant G. Garth, « Le Washington Consensus. Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, 1997, p. 3-22.

5 – Sept prix Nobel (M. Allais, G. Becker, J. Buchanan, R. Coase, M. Friedman, F. A. Hayek, G. Stigler) ont été membres de la Société du Mont-Pèlerin, de même que l'ont fréquentée un certain nombre d'intellectuels célèbres comme R. Aron, K. Popper, J. Rawls ou A. Schütz. Sur le prix Nobel d'économie et les effets de légitimité qu'il produit dans et hors du champ des économistes, se reporter à Frédéric Lebaron, « Le "Nobel" d'économie. Une politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 141-142, p. 62-66, et *La Croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, coll. « Liber », Le Seuil, 2000, p. 246-257.

6 – R. M. Hartwell, *A History of the Mont-Pelerin Society*, Indianapolis, Liberty Fund, 1995, p. xiv.

de Manchester la nécessité de l'intervention juridique (et parfois économique) de l'État, tout en soumettant étroitement l'action de ce dernier au marché.

Un discours de crise

L'émergence du néo-libéralisme est indissociable de la crise des années 1930 et des désordres économiques, politiques et sociaux qu'elle engendre. Le néo-libéralisme est un des multiples « néo » (néo-capitalisme, néo-socialisme, néo-corporatisme, etc.) qui fleurissent dans un contexte où l'économie libérale semble avoir fait faillite. Apparu à la fin des années 1920⁷, le néo-libéralisme a fait l'objet d'un premier essai de définition systématique lors du Colloque Walter Lippmann, réunion internationale de patrons, universitaires et hauts fonctionnaires qui s'est tenue à Paris du 26 au 30 août 1938⁸. Le colloque a pour prétexte la traduction en français d'un ouvrage à succès de Walter Lippmann (voir encadré ci-contre), célèbre éditorialiste du *New York Herald Tribune*: *La Cité libre* (*The Good Society*). On ne peut donner ici qu'un signalement provisoire du néo-libéralisme en reprenant les principes qui composent ce que Lippmann appelait « l'agenda du libéralisme » : recours au mécanisme des prix, comme moyen permettant d'obtenir une satisfaction maximale des désirs des hommes ; responsabilité juridique de l'État pour instaurer un cadre marchand, le marché étant considéré comme une construction historique et politique ; nécessité du libéralisme politique pour établir les lois ; possibilité pour un régime libéral de poursuivre d'autres fins sociales que l'utilité maximale et pour l'État de prélever une partie du revenu national à des fins collectives ; acceptation de l'intervention de l'État, si elle ne vise pas à favoriser des groupes et qu'elle tend à agir sur les causes des difficultés économiques⁹. Le néo-libéralisme vise le retour à l'ordre, et avant tout à l'ordre social, en s'appuyant sur un État qui doit se faire l'artisan de son propre désengagement et garantir juridiquement qu'il s'abstiendra d'intervenir systématiquement dans la sphère économique¹⁰.

L'organisation du Colloque Walter Lippmann et la création consécutive du Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme doivent beaucoup à l'intense campagne en faveur d'un « retour au libéralisme »¹¹ menée en France par Louis Rougier (1889-1982), dont on peut dire qu'il a joué, pour le néo-libéralisme, un rôle de prophète, au sens de Max Weber. Ni économiste de la Faculté de droit, ni entrepreneur, ni syndicaliste, ni ingénieur-économiste sorti d'une grande école scientifique, Louis Rougier ne fait pas partie des agents traditionnellement en lutte pour définir pensée et pratiques économiques légitimes. Professeur de philosophie à l'université de Besançon,

WALTER LIPPMANN

(1889-1974)

Né à Manhattan le 23 septembre 1889, Walter Lippmann est issu d'une famille aisée d'émigrés juifs allemands. Fils d'un investisseur, il a fait ses études secondaires dans une école privée pour garçons avant d'aller à Harvard, dont il sort diplômé ès philosophie en 1910. Très tôt attiré par le journalisme (il dirige le journal de son école), et par la politique (à Harvard il anime le *Student Socialist Club*), Walter Lippmann est rapidement devenu un journaliste et un essayiste influent. Il a commencé sa carrière au *Boston Common*, journal socialiste, avant de participer à la fondation du *New Republic Magazine*, d'orientation libérale, au sens américain du terme. Il devient conseiller de Woodrow Wilson, participe à la rédaction des « 14 points », déclaration sur les buts de guerre des alliés qui propose, entre autres, la mise en place de la Société des nations, travaille au secrétariat d'État et fait partie de la délégation américaine à la conférence de Paris de 1919. Prenant ses distances avec Wilson (il est hostile au traité de Versailles), il entre au *New York World* en 1920, avant de rejoindre en 1931, le *New York Herald Tribune* pour lequel il rédige pendant près de trente ans l'éditorial « Today and Tomorrow ». Politiquement, Walter Lippmann a toute sa vie balancé entre démocrates et républicains qu'il a tour à tour soutenus (six candidats républicains à la présidence des États-Unis et sept démocrates). Auteur de vingt et un livres, dont *Public Opinion* (1922), *The Good Society* (1937) et *The Cold War* (1947), il a sans doute été l'un des journalistes américains les plus reconnus et les plus consacrés au ^{xx}e siècle (deux prix Pulitzer et dix-neuf titres honorifiques dans des universités).

7 – Une généalogie du terme néo-libéralisme a été entreprise par Bernhard Walpen, « Von Igel und Hasen oder: Ein Blick auf den Neoliberalismus », *Utopie kreativ*, 121-122, novembre-décembre 2000, p. 1066-1079.

8 – Y étaient présents : R. Aron, R. Auboin, L. Baudin, M. Bourgeois, J. Castillejo, J. B. Condillie, A. Detœuf, F. A. Hayek, M. Heilperin, B. Hooper, B. Laverne, W. Lippmann, E. Mantoux, R. Marjolin, L. Marlio, E. Mercier, L. von Mises, A. Piatier, M. Polanyi, S. Possony, W. Röpke, L. Rougier, J. Rueff, A. Rüstow, A. Schütz, M. Van Zeeland. Sur les 26 participants au Colloque Lippmann, 16 seront membres de la Société du Mont-Pèlerin. Pour une analyse détaillée du Colloque Lippmann, voir F. Denord, « Aux origines du néo-libéralisme en France. Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *Le Mouvement social*, 195, avril-juin 2001, p. 9-34.

9 – « Manifeste du Centre international d'études sur le libéralisme », Fonds Louis Rougier, R1, château de Lourmarin-de-Provence.

10 – Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme, *Compte rendu des séances du Colloque Walter Lippmann, 26-30 août 1938*, Paris, Éditions de la Librairie de Médecis, 1939, p. 17.

11 – L. Rougier, « Retour au libéralisme », *La Revue de Paris*, 1^{er} janvier 1938, p. 179-197.

il revendique d'ailleurs cette extériorité, et prétend n'avoir pour seule vocation que d'apporter « à ses concitoyens le concours de sa [...] lucidité d'esprit¹² ». Louis Rougier se pose comme un fondateur et un renouvreur de doctrine, en pourfendant le corporatisme, l'économie dirigée et autres « mystiques » non fondées scientifiquement, et en proposant, à la suite de Walter Lippmann, de substituer au libéralisme classique un « libéralisme constructeur », qui suppose « un ordre juridique tel que la possibilité de la libre concurrence soit toujours sauvegardée¹³ ». Dans une conjoncture de crise, où les principes dominants de vision du monde sont remis en cause, le néo-libéralisme qu'il prescrit autorise, grâce aux multiples appropriations dont il peut faire l'objet, des convergences jusque-là improbables. À la manière du discours sur les classes moyennes qui lui est contemporain, le néo-libéralisme permet une double « opération de chirurgie taxinomique¹⁴ ». Dans l'ordre idéologique, il établit non seulement une distinction entre « libéraux de stricte observance » et néo-libéraux, mais aussi entre une partie de la gauche (communiste, planiste, marxisante) et déçus du Front populaire. Parce que le néo-libéralisme se veut scientifique (le marché serait ainsi « le seul moyen possible de réaliser sous forme de travail utile la synthèse d'un travail divisé analytiquement¹⁵ ») et qu'il accorde à la loi une place centrale, il rend également possible la jonction entre patrons-ingénieurs et universitaires de la faculté de droit, deux groupes dont l'opposition structure largement les débats économiques durant les années 1930¹⁶.

Le Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme (CIRL), dont Louis Rougier est le secrétaire général, réunit ainsi en France durant sa brève existence (1939-1940) plus de soixante-dix membres, issus des fractions dominantes du champ économique (comme Auguste Detœuf, patron d'Alsthom, et Ernest Mercier à la tête d'une cinquantaine d'entreprises), du champ universitaire (Joseph Barthélémy, Charles Rist, André Siegfried, etc.), du champ administratif (notamment Roger Auboin, directeur de la Banque des règlements internationaux, et Jacques Rueff, directeur du Mouvement général des fonds) et même du champ syndical, grâce à la participation de représentants de la tendance anticomuniste de la CGT (René Belin, Robert Lacoste, Christian Pineau, Louis Vallon)¹⁷. Dans une situation de crise qui appelle la formation de compromis, le CIRL constitue, hors de l'État, l'un des « lieux neutres » où s'évaluent et s'arbitrent alors les antagonismes entre différentes fractions de la classe dominante, tout en servant une idéologie économique et politique spécifique, mais qui, parce qu'elle se présente avec toutes

les apparences du « réalisme »¹⁸, suscite le ralliement d'agents occupant des positions parfois très éloignées dans le champ du pouvoir.

Le succès du néo-libéralisme tient pour une large part à des éléments conjoncturels : le retour au libéralisme semble bel et bien se réaliser grâce à la dislocation du Front populaire et à l'avènement du gouvernement Daladier, qui revient sur les acquis de l'expérience Blum (notamment la loi des quarante heures et la politique du pouvoir d'achat). Mais il n'aurait sans doute pas été possible sans la mobilisation du capital social accumulé par Louis Rougier durant les années 1920 et 1930. Bien qu'universitaire, il est en effet lié à des milieux patronaux (il a collaboré au *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques* dans les années 1920) et à des groupements technocratiques comme X-Crise ou *Les Nouveaux Cahiers*, deux des principaux cercles de rénovation des idées économiques et politiques de l'entre-deux-guerres¹⁹. Louis Rougier a également effectué des missions à l'étranger pour des organismes publics (le ministre Anatole de Monzie l'envoie en URSS en 1932) ou privés (la Fondation Rockefeller lui a commandé une étude sur les intellectuels en Europe centrale en 1934), et surtout enseigné à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève en 1935 et en 1937. En ne s'investissant que dans des lieux réellement efficaces dans la production des problématiques dominantes de l'époque, Louis Rougier joue un rôle de passeur à la fois en France et entre la France et l'étranger. Situé à une position carrefour, il peut se poser en médiateur entre son espace national et les libéraux étrangers et même acquérir une sorte de monopole de fait, grâce à la création des Éditions de

12 – *Id.*, « Le libéralisme constructif », conférence du 28 mai 1938 à l'Union pour la vérité, Fonds Louis Rougier, R1, château de Lourmarin-de-Provence.

13 – *Id.*, *Les Mystiques économiques*, Paris, Éditions de la Librairie de Médecis, 1938, p. 34.

14 – Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit, 1982, p. 90.

15 – W. Lippmann, *La Cité libre*, Paris, Éditions de la Librairie de Médecis, 1938, p. 217.

16 – Voir Lucette Le Van-Lemesle, « La crise et l'enseignement de l'économie politique en France : la remise en cause d'une légitimité », *Recherches et travaux de l'IHES*, 11, novembre 1982, p. 91-108.

17 – Pour comprendre le positionnement particulier de ces cégétistes, se reporter à Marie-France Rogliano, « L'anticommunisme dans la CGT : "Syndicats" », *Le Mouvement social*, avril-juin 1974, p. 63-84.

18 – L'un des périodiques néo-libéraux des années 1930 est intitulé *Réalisme économique, contre l'idéologie planiste, pour la liberté dans l'ordre*.

19 – On trouve les meilleures synthèses sur X-Crise et *Les Nouveaux Cahiers* respectivement dans Olivier Dard, *Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 1999, et François Perthuis, *Auguste Detœuf (1883-1947) ou l'ingénieur bâtisseur de l'impossible paix*, Institut d'études politiques de Paris, mémoire réalisé pour le DEA d'histoire du xx^e siècle, 1990.

la Librairie de Médicis (dirigée par Marie-Thérèse Génin²⁰), qui entre 1937 et 1940 mettent en circulation une quarantaine de livres et brochures (de Friedrich Hayek, Walter Lippmann, Lionel Robbins, Ludwig von Mises...). En choisissant les auteurs, les ouvrages à traduire et leurs préfaciers – opération qui fait de Louis Rougier celui qui en dernière instance décide de la qualité des noms à associer à ceux des auteurs étrangers et du même coup de la part de capital symbolique qu'ils peuvent se voir transférer²¹ –, il devient l'un des intermédiaires incontournables pour mettre en place un réseau international de diffusion du néo-libéralisme, aux côtés d'autres Français, comme Louis Marlio, patron de stature internationale et président du CIRL, mais aussi aux côtés d'homologues étrangers.

Internationalisme et construction en réseaux

Il n'y a évidemment pas qu'en France que le néo-libéralisme a ses partisans. La moitié des participants au Colloque Lippmann sont étrangers et le CIRL est statutairement composé de manière paritaire. Plusieurs groupes peuvent sommairement être distingués : une école allemande d'abord, plus connue sous le nom d'École de Freiburg, dont les figures de proue sont Walter Eucken et Wilhelm Röpke et qui après la Seconde Guerre mondiale bâtit ce que l'on appelle « l'économie sociale de marché²² » ; une école anglaise, basée à la *London School of Economics*, où enseignent Friedrich Hayek et Lionel Robbins et qui durant les années 1930 est le théâtre d'affrontements violents entre keynésiens et libéraux²³ ; une école autrichienne, dominée par Ludwig von Mises, maître de Hayek, qui anime durant de longues années un séminaire privé auquel ont participé Oscar Morgenstern, Alfred Schütz et bien d'autres ; une école américaine enfin, l'École de Chicago fondée par Frank Knight, sans doute la plus célèbre aujourd'hui, parce qu'elle est devenue une véritable pépinière de prix Nobel. Mais s'en tenir à un découpage géographique n'a guère de sens. D'une part, un grand nombre de représentants des écoles autrichienne et allemande sont en exil durant les années 1930. Ils profitent notamment des subsides offerts aux universitaires par des organismes comme la Fondation Rockefeller pour fuir les régimes totalitaires²⁴. D'autre part, la circulation du libéralisme n'obéit pas à une logique du type exportation/importation : l'international précède ici le national.

Ce que Marcel Mauss rappelle à propos du prophétisme religieux (« c'est dans des milieux déjà cosmopolites que le cosmopolitisme religieux fut fondé²⁵ ») vaut aussi pour les univers économiques ou politiques. Qu'il trouve son origine dans l'appartenance à

la classe dominante (vacances en famille à l'étranger, voyages d'études, missions confiées par de grands organismes publics ou privés) ou qu'il soit imposé, selon des degrés divers, par le contexte politique (cas de ceux qui fuient les régimes franquiste, fasciste et nazi pour échapper à la terreur intellectuelle ou à la haine raciale), le cosmopolitisme, au sens étymologique du terme, reste le plus petit commun dénominateur aux participants du Colloque Lippmann. Onze d'entre eux ne vivent pas dans leur pays d'origine, dont six pour des raisons politiques, huit ont passé toute ou partie de leur scolarité à l'étranger, la plupart sont polyglottes, etc. La circulation des idées néo-libérales doit beaucoup aux formes de solidarité qui existent au sein des communautés d'exilés et envers elles, notamment de la part d'universitaires dont l'univers, comparativement à celui d'autres fractions intellectuelles, est de longue date largement tourné vers l'international²⁶. Une part significative des échanges épistolaires entre les participants du Colloque Lippmann est ainsi consacrée aux problèmes matériels auxquels certains sont confrontés. Le cosmopolitisme favorise des rapprochements idéologiques (refus du totalitarisme, notamment) et nourrit un projet politique, le fédéralisme européen, qui res-

20 – Née à Nancy en 1906, licenciée ès lettres, Marie-Thérèse Génin a été la collaboratrice de plusieurs députés de droite des Vosges entre 1927 et 1936, avant d'être engagée par Marcel Bourgeois, industriel qui dirige un bureau de documentation spécialisé dans la lutte contre le marxisme. Sur ses conseils, elle fonde avec l'aide de Louis Rougier et de Louis Baudin, professeur d'économie à la Faculté de droit de Paris et à HEC, les Éditions de la Librairie de Médicis, également dénommées Éditions Génin. Y ont été publiés entre la fin des années 1930 et le milieu des années 1970, la plupart des ouvrages de référence du néo-libéralisme, ceux de Friedrich Hayek, de Ludwig von Mises, de Jacques Rueff, etc. Marie-Thérèse Génin est l'une des rares femmes ayant appartenu à la Société du Mont-Pèlerin.

21 – Lorsque Fritz Machlup sollicite Gaëtan Pirou, l'un des « grands maîtres » de la Faculté de droit de Paris, pour la préface de son *Guide à travers les panacées économiques*, il est très explicite sur le transfert de légitimité qu'il en attend : « Vu que le public français ne me connaît pas encore, je serais très heureux, si je pouvais associer mon nom au vôtre. Je sais que vos compatriotes vous estiment hautement et je ne peux que vous assurer que mes collègues de l'école autrichienne et moi-même avons une grande admiration pour vous » (Lettre de F. Machlup à G. Pirou, le 11 juillet 1938, Fritz Machlup papers, Box n° 58-23, Hoover Institution Archives).

22 – Sur le néo-libéralisme allemand souvent dénommé *Ordo-Liberalismus* : François Bilger, *La Pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, LGDJ, 1964.

23 – Alan Ebenstein, *Friedrich von Hayek, A biography*, New York, Palgrave, 2001, p. 49-59.

24 – Voir Earlene Craver, « The emigration of the Austrian economists », *History of Political Economy*, vol. 18, 1, 1986, p. 1-32.

25 – M. Mauss, « Nation, nationalité, internationalisme », *Œuvres*, t. 3 : *Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 618.

26 – Voir, par exemple, Christophe Charle, « Ambassadeurs ou chercheurs ? Les relations internationales des professeurs de la Sorbonne sous la III^e République », *Genèses*, 14, janvier 1994, p. 42-62.

tera l'un des combats les plus chers aux néo-libéraux²⁷. Du cosmopolitisme découle également ce sans quoi la diffusion du néo-libéralisme serait impossible : la constitution d'un capital social collectif à dimension internationale, qui permet la permanence du groupe au-delà des frontières à un moment où les rivalités entre nations sont exacerbées (le Colloque Lippmann se déroule quelques semaines avant les accords de Munich), et qui constitue chacun de ses membres en gardien des limites nationales du groupe (au sens territorial), selon un principe de division du travail, qui fait des « nœuds » du réseau les détenteurs d'une légitimité à dire qui peut ou non en faire partie²⁸. Ainsi de Louis Rougier en France, de Friedrich Hayek en Grande-Bretagne, de Wilhelm Röpke et William Rappard en Suisse, etc.

La reproduction du capital social collectif et sa démultiplication sont en partie assurées par un ensemble d'institutions qui, si elles n'ont pas pour vocation de propager le néo-libéralisme, permettent d'assurer cette « harmonie non préétablie, ce concert non concerté » que Louis Rougier place au fondement du Colloque Lippmann²⁹. Les néo-libéraux disposent en effet, dès les années 1930, de lieux qui, de par leur fonctionnement, rendent possible la sélection d'agents suffisamment homogènes sur le plan idéologique. Dans cette perspective, trois institutions sont particulièrement importantes parce qu'elles émanent d'univers différents, que les fondateurs du néo-libéralisme mettent en relations : le Congrès des économistes de langue française, organisation internationale d'économistes universitaires, la Chambre de commerce internationale, groupe de pression patronal, l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, où sont réfugiés des intellectuels en exil (voir encadré page suivante).

À la fin des années 1930, le néo-libéralisme possède donc à la fois un corps de doctrine, même si des divergences existent, et des relais institutionnels. Reste à lui donner un lieu, qui officialise son existence et l'ancre durablement dans le champ des doctrines économiques. Le Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme cesse ses activités au moment où la guerre éclate et il faut donc attendre la fin du conflit, pour qu'une nouvelle organisation internationale des néo-libéraux soit constituée. C'est Hayek qui en prend l'initiative. Parce que Louis Rougier s'est fourvoyé aux yeux des Britanniques, en prétendant qu'existaient entre la Grande-Bretagne et le régime de Vichy des accords secrets dont il aurait été l'instigateur³⁰, celui qui s'est fait le plus ardent propagateur du néo-libéralisme durant les années 1930 connaît le sort des prophètes déçus : suppression (symbolique du moins) et annexion de la prophétie³¹.

En créant la Société du Mont-Pèlerin, Hayek donne au néo-libéralisme un instrument de diffusion particulièrement efficace.

De l'utopie à la solution néo-libérale

Le « meeting »³² fondateur de la Société du Mont-Pèlerin s'est tenu du 1^{er} au 10 avril 1947 près de Vevey en Suisse. Organisé par Hayek, financé par des fonds américains et suisses, il est le fruit d'une longue préparation entamée en 1944, année où est publiée *La Route de la servitude*. Ce pamphlet, qui exalte l'individualisme, la concurrence, le risque, la spontanéité du mécanisme du marché, la grandeur de la civilisation occidentale et dénonce par opposition le socialisme et le planisme, qui engendreraient nécessairement totalitarisme et nazisme³³, a connu un franc succès en Grande-Bretagne et aux États-Unis, où il est épuisé dès sa parution. Cette réussite (intellectuelle et commerciale), sans doute en partie favorisée par l'édition de *digests*, aux États-Unis mais aussi en France³⁴, permet à Hayek, qui était jusqu'alors peu connu hors du champ des économistes, d'acquérir une rapide notoriété. Allant de conférences en conférences et multipliant les échanges épistolaires, il parvient à réunir 39 participants, en majorité universitaires, pour mettre sur pied une société de pensée internationale, dont le CIRL a été la préfiguration. La Société du Mont-Pèlerin se développe ensuite rapidement : elle compte 173 membres en 1951 répartis sur 21 pays, recrutés par cooptation (en fonction de leurs âges, de leurs publications, des positions qu'ils occupent dans le monde universitaire, patronal...), après parrainages³⁵.

27 – Pour René Courtin par exemple, la construction européenne est « la seule possibilité de créer un cadre pour le néo-libéralisme » (Lettre de R. Courtin à A. Hunold, le 2 décembre 1948, Mont-Pèlerin Society papers, Box n° 29-1, Hoover Institution Archives).

28 – Voir P. Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, janvier 1980, p. 3.

29 – CIRL, Compte rendu..., *op. cit.*, p. 7.

30 – Lettre de F. A. Hayek à M. Allais, le 14 février 1947, Friedrich A. Hayek papers, Box n° 72-6, Hoover Institution Archives.

31 – Louis Rougier, mis à la retraite d'office de l'Éducation nationale en 1948 avec un demi-traitement, y est réintégré en 1955. Il est admis au Mont-Pèlerin un an après et n'a donc pas participé à la mise en place d'une organisation dont la conception, selon Hayek lui-même, lui doit beaucoup (cf. F. A. Hayek, « Introduction », in L. Rougier, *The Genius of the West*, Los Angeles, Nash Publishing, 1971, p. xvi).

32 – Les réunions de la Société du Mont-Pèlerin sont dénommées « meetings » par ses membres. Sont distingués les « general meetings », les « regional meetings » et les « special meetings ».

33 – F. A. Hayek, *La Route de la servitude*, Paris, PUF, 1997 (Éditions de la Librairie de Médecis, 1945).

34 – F. A. Hayek, *L'Inéluctable Choix : société libérale ou collectivisme totalitaire*, Paris, Sedif, 1946.

35 – « The Mont-Pèlerin Society », juillet 1951, Friedrich A. Hayek papers, Box n° 71-3, Hoover Institution Archives.

TROIS PRINCIPAUX LIEUX DE RECRUTEMENT

Le Congrès des économistes de langue française est une institution universitaire permanente qui a pour but d'uniformiser théories et méthodes et de souder les économistes, en tant que corps, au-delà des frontières. Créé en 1926, ce forum international qui, comme la plupart des instances spécifiques à l'univers des économistes universitaires, fonctionne grâce à une cooptation très sélective, réunit chaque année autour d'un thème d'actualité des économistes français et étrangers (principalement belges¹), également liés par des revues (*Revue d'économie politique*, Paris; *Revue économique internationale*, Liège) et des appartenances croisées à des sociétés de pensée (Société d'économie politique de France et de Belgique). Quels que soient les sujets étudiés, la place des syndicats dans l'économie, l'évolution du crédit, l'autarcie..., le libéralisme, malgré des désaccords, y est «largement et brillamment défendu»². Parmi les participants aux congrès entre 1933 et 1938, on compte 13 Français, 10 Belges et 2 Suisses, qui figurent parmi les membres du CIRL, soit près de 30 % des premiers adhérents de l'association³.

Autre institution capitale, la Chambre de commerce internationale, organisation privée inaugurée en 1920, dont le siège est situé à Paris, fédération d'hommes d'affaires et d'organisations patronales, qui compte en 1938 des adhérents dans 51 pays. Ce lobby, qui se fait le relais auprès des gouvernements des préoccupations patronales, n'a théoriquement pas d'objectifs politiques, mais son recrutement et son objet font de lui l'une des institutions qui promeuvent avec le plus de continuité le libéralisme sur le plan international («accès aux matières premières, retour au commerce multilatéral, abolition progressive des contingentements, suppression progressive du contrôle des changes⁴») et sur le plan national («libertés économiques indispensables au jeu des initiatives créatrices, [...] stabilité et [...] sécurité des affaires, [...] confiance, source de progrès technique et de paix⁵»). La CCI permet la rencontre régulière de patrons, mandatés par leur organisation professionnelle, et d'universitaires, qui y interviennent en tant qu'experts. Parmi eux, on retrouve bon nombre d'adhérents du CIRL (Louis Marlio et André Monestier pour la France, l'universitaire Fernand Baudhuin pour la Belgique, le Polonais émigré en Suisse Michael Heilperin...).

La postérité du néo-libéralisme et sa théorisation seront assurées dans certains hauts lieux de la vie politique et intellectuelle genevoise, en particulier l'Institut universitaire des hautes études internationales. Fondé en 1927 avec le soutien de l'université, du canton et de la ville de Genève, consacré à l'étude des questions internationales (sur les plans juridique, économique, historique), l'IUHEI est la véritable plaque tournante du néo-libéralisme dans les années 1930 et ceci pour deux raisons: sa proximité avec la Société des nations⁶, et donc avec les multiples centres d'expertises, notamment économiques, qui gravitent autour d'elle, et sa politique de recrutement. Financé par la Fondation Rockefeller, l'IUHEI accueille en effet de nombreux intellectuels libéraux en exil, ce qui a fait dire à William Rappard, son directeur, qu'il doit en partie à Hitler et à Mussolini la qualité de son corps enseignant⁷: non seulement, le théoricien du droit autrichien Hans Kelsen et l'historien italien Guglielmo Ferrero, mais aussi, pour les réseaux de production et de diffusion du néo-libéralisme, l'Autrichien Ludwig von Mises, l'Allemand Wilhelm Röpke, le Polonais Michael Heilperin. L'IUHEI, qui connaît son apogée intellectuelle au milieu des années 1930, fait aussi souvent appel à des professeurs invités, ce qui permet de maintenir les relations entre les différents pôles du néo-libéralisme: allemand, anglais (Friedrich Hayek, par exemple, donne un cours temporaire en 1937), autrichien, suisse et même français (*Les Mystiques économiques* de Louis Rougier sont le produit de conférences datant également de 1937).

1 – Ce qui peut s'expliquer par la proximité géographique et culturelle mais aussi par les relations économiques spécifiques qu'entretiennent la France et la Belgique dans l'entre-deux-guerres (cf. Éric Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-1935*, Paris, CHEFF, 1992).

2 – Jean Lescure, in *Travaux du Congrès des économistes de langue française, Évolution du crédit et contrôle des banques/La réforme économique aux États-Unis*, Paris, Domat-Montchrestien, 1935, p. 7.

3 – Calcul effectué à partir des «Statuts du Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme», du 21 avril 1939, Fonds Louis Rougier, RI, château de Lourmarin-de-Provence.

4 – Chambre de commerce internationale, *La Chambre de commerce internationale*, Paris, 1938, p. 5-6.

5 – «1919-1939», *L'Économie internationale*, vol. IX, 2, avril 1939, p. 1.

6 – William Rappard, à la tête de l'Institut, a été le directeur de la Section des mandats (1920-1925) et représente la Suisse au sein de l'assemblée de la SDN. Sur sa trajectoire et l'univers genevois: Victor Monnier, *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève, Éditions Slatkine, et Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1995.

7 – *Ibid.*, p. 492.

Métapolitique et division internationale du travail

Dans un contexte qui est à la fois celui de la Guerre froide et de l'institutionnalisation du *Welfare State* en Europe occidentale et aux États-Unis, la Société du Mont-Pèlerin vise à mettre en relations des intellectuels (au sens large, il s'agit d'écrivains, de journalistes, de patrons et surtout d'économistes universitaires) hostiles au socialisme, partant du principe qu'au fondement de toute évolution sociale ou politique résident des transformations intellectuelles antérieures³⁶. Les néo-libéraux ont fait leur le précepte keynésien selon lequel « les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé »³⁷. La stratégie de Hayek est métapolitique : il s'agit de maintenir l'existence d'un courant néo-libéral, d'entourer progressivement l'adversaire comme au jeu de go, en attendant que les conditions historiques et institutionnelles permettent l'unification des élites économiques et politiques autour de ses thématiques³⁸. Dès lors, il ne faut pas s'étonner si les sujets débattus lors des réunions du Mont-Pèlerin peuvent souvent paraître bien loin de préoccupations de court terme (vertus de l'ordre concurrentiel, libéralisme et christianisme, etc.) et si le recrutement de la Société tend à la faire ressembler davantage à un lieu de rencontre et de consécration, pour des intellectuels relativement isolés idéologiquement dans leur pays d'origine (Raymond Aron, Karl Popper, etc.), qu'à une organisation politique. Cette caractéristique s'est maintenue avec le temps : un sondage effectué au milieu des années 1980 montrait que 50 % des membres étaient des universitaires, très majoritairement économistes, 25 % des patrons, 10 % des employés d'organismes privés de recherche, 7 % des hommes politiques, 5 % des juristes, 2 % des hauts fonctionnaires³⁹.

La Société du Mont-Pèlerin interdit toute forme de propagande en son nom. Aucun texte « officiel » ne lie ses adhérents, si ce n'est la résolution intitulée « *Statement of aims* » adoptée à l'issue de la première réunion, qui définit des objectifs très généraux (éloge de la liberté individuelle, etc.). Elle compte relativement peu de membres comparativement à d'autres forums internationaux, a une structure simplifiée à l'extrême (un président, un secrétaire, un trésorier, un « *Board of Directors* » et des adhérents) et ne dispose pas d'une trésorerie importante (les cotisations sont peu élevées et des fonds doivent être trouvés lors de chaque réunion). Bref, c'est en quelque sorte une instance immatérielle (ses statuts sont déposés dans l'Illinois, elle n'a pas de bureaux, les réunions se tiennent dans des pays différents tous les deux ans), dans

laquelle peuvent se reconnaître des intellectuels qui pensent le néo-libéralisme comme le discours d'une élite destiné à une élite et qui dénie aux masses, nécessairement irresponsables et basement matérialistes, le droit de juger des choses économiques⁴⁰. L'efficacité de la Société du Mont-Pèlerin tient à ce qu'elle fonctionne à la manière d'une « communauté émotionnelle » : Hayek a gagné à sa cause des auxiliaires permanents, qui forment autour de lui un groupe relativement soudé, et dispose d'adeptes qui permettent au néo-libéralisme d'avoir support et ancrage matériels⁴¹. Les réseaux néo-libéraux pratiquent une stricte division du travail : la Société du Mont-Pèlerin n'accepte en son sein qu'un petit nombre de membres, qui se voient ainsi reconnus comme spécialement qualifiés parmi les libéraux et qui, en retour, aident non seulement à financer la Société, mais aussi à assurer la diffusion du néo-libéralisme, grâce à leurs activités propres (de formation et de publication dans des entreprises, des médias ou des organisations internationales⁴²) et par la mise en place d'organisations nationales. On peut en distinguer deux types. D'une part, certaines sections de la Société du Mont-Pèlerin se constituent en association, ce qui permet un recrutement plus large et notamment l'admission de jeunes recrues. C'est le cas en France de l'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS), fondée au milieu des années 1960 autour de Jacques Rueff et toujours active aujourd'hui, composée d'économistes universitaires, de représentants d'organisations patronales, ainsi que d'hommes politiques. D'autre part, un grand nombre de membres de la Société du Mont-Pèlerin ont participé, ou sont eux-mêmes à l'origine de la fondation de *think tanks*, véritables « boîtes à idées »

36 – Voir F. A. Hayek, « Les intellectuels et le socialisme » (1949), *Commentaire*, 99, automne 2002, p. 673-683.

37 – John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1998, p. 375.

38 – Pour une analyse du néo-libéralisme en termes d'hégémonie : Dieter Plehwe, Bernhard Walpen, « Wissenschaftliche und wissenschaftspolitische Produktionsweisen im Neoliberalismus », *Prokla*, Heft 115, 29. Jg., 1999, p. 1-34.

39 – R. M. Hartwell, *A History of the Mont-Pelerin Society*, op. cit., p. 211. 1 % est classé dans la rubrique « autres ».

40 – Le schéma masses/élites est omniprésent dans les discours néo-libéraux. Pour Ludwig von Mises, par exemple, « les masses ont un certain penchant pour la cruauté, la vindicte et même le sadisme » (CIRL, *Compte rendu...*, op. cit., p. 89).

41 – Max Weber, *Économie et société*, Paris, Pocket, 1995, vol. 2, p. 204-211.

42 – La multipositionnalité de nombreux membres facilite largement ce travail. L'exemple de Milton Friedman est sur ce point éclairant : il est tout à la fois un scientifique reconnu, un éditorialiste (il a collaboré à *Newsweek* et au *Wall Street Journal*) et s'est investi dans des luttes politiques (Chili de Pinochet, présidence Reagan). Voir Yves Dezalay, Bryant G. Garth, *La Mondialisation des guerres de palais*, Paris, Le Seuil, coll. « Liber », 2002, p. 136-143.

qui abreuvent hommes politiques et médias de notes, d'analyses, de projets de loi fournis en quelque sorte « clefs en mains », activité qui, parce qu'elle est trop directement politique, n'est pas du ressort de la Société du Mont-Pèlerin. Les plus célèbres de ces *think tanks* sont sans doute l'*Institute of Economic Affairs*, né en 1955 en Grande-Bretagne, qui a joué un rôle non négligeable dans l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher⁴³ et l'*Heritage Foundation*, créée en 1973 aux États-Unis, très proche des fractions les plus radicales du Parti républicain. Les liens entre Société du Mont-Pèlerin et *think tanks* libéraux sont évidents : à leur tête, tout comme au sein de leurs comités de patronage, se trouvent des membres du Mont-Pèlerin.

À partir du milieu des années 1970, la crise mettant à mal les politiques économiques keynésiennes, la Société du Mont-Pèlerin devient, grâce à son réseau, la principale courroie de transmission du néo-libéralisme qui s'impose en Angleterre d'abord, aux États-Unis ensuite, puis dans toute l'Europe occidentale. Pour comprendre la manière dont s'est développée la Société du Mont-Pèlerin et s'est structuré autour d'elle un vaste espace de production et d'oppositions théoriques, on peut faire l'hypothèse qu'il faut séparer le moment de sa genèse, où se rassemblent des individus qui lui apportent prestige et influence, de celui où elle n'est plus simplement une somme d'individualités, mais a acquis un nom (les années 1960-1970, avec pour point d'orgue la remise du prix Nobel d'économie à Friedrich Hayek en 1974 et à Milton Friedman en 1976), ses membres devenant avant tout des représentants qui se doivent de posséder des propriétés en adéquation avec celles de l'organisation et qui n'ont donc pas nécessairement à être aussi consacrés que leurs prédécesseurs. Dès lors, les transformations de la Société du Mont-Pèlerin peuvent en grande partie être analysées en tenant compte de deux éléments étroitement liés : les oppositions entre les trajectoires de ses fondateurs et les conflits qu'elles suscitent amenant à des redéfinitions du néo-libéralisme, ainsi que l'évolution de la hiérarchie politique et économique des nations représentées en son sein. Depuis sa création, la Société du Mont-Pèlerin a connu des crises internes qui témoignent de l'existence de conceptions divergentes du néo-libéralisme et des modes d'action nécessaires à sa propagation. D'emblée, elle est née de la synthèse de deux projets concurrents : celui de Friedrich Hayek et celui de Wilhelm Röpke qui, à une société de pensée, aurait préféré un périodique destiné aux fractions intellectuelles de la classe dominante aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, permettant la clarification et la discussion d'idées et ayant un pouvoir d'influence

sur les enjeux économiques et politiques contemporains⁴⁴. Si l'absence de financements suffisants pour le journal de Röpke a donné raison à Hayek, la tension entre secret et publicité, inhérente à tout type d'organisation qui sert à la fois des objectifs intellectuels et politiques, est restée constante dans l'histoire du Mont-Pèlerin. De manière plus générale, les oppositions entre les trajectoires de Hayek et de Röpke sont exemplaires des clivages qui existent entre néo-libéraux.

Hayek est né en 1899 à Vienne, capitale culturelle de l'Europe au tournant du siècle, dont le bouillonnement intellectuel l'a durablement marqué. Röpke, également né en 1899, est issu d'une communauté rurale de fermiers indépendants et d'artisans, Schwarmstadt, située près de Hanovre en Allemagne. Hayek est le fils d'un docteur en médecine, travaillant au service municipal de la santé de Vienne, mais qui, passionné de botanique, est frustré de ne pas être universitaire (les deux grands-pères de Hayek le sont). Röpke est le fils d'un médecin de campagne appartenant à une famille de la bourgeoisie provinciale, qui compte plusieurs pasteurs luthériens dans ses rangs. Hayek, bien que sa famille soit catholique, n'a pas reçu d'instruction religieuse. Röpke est un fervent protestant. Hayek n'est pas entré directement dans la carrière universitaire : en 1921 il travaille pour le Bureau des comptes autrichien, organisme gouvernemental que dirige Ludwig von Mises, avant de devenir en 1927 directeur de l'Institut autrichien de recherches sur les cycles d'affaires. Röpke, habilité dès 1922, est professeur à Iéna (1924-1928), puis à Graz en Autriche (1928-1929) et à Marburg (1929-1933), tout en étant expert auprès du gouvernement allemand. Hayek quitte volontairement Vienne où il est *Privatdozent* (1929-1931) pour la *London School of Economics*. Röpke, opposant au nazisme, est contraint à l'exil en Turquie (1933) avant de rejoindre la Suisse en 1937 qu'il refuse de quitter durant la Seconde Guerre mondiale, malgré des sollicitations américaines. Hayek part pour l'université de Chicago en 1950 et ne retourne en Europe qu'au début des années 1960, sans avoir exercé de responsabilités politiques durant cette période. Röpke reste à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève tout en devenant un conseiller très écouté du gouvernement ouest-allemand et un membre influent de l'Internationale Libérale.

Hayek et Röpke se différencient tant sur le plan des origines sociales et géographiques, que sur celui des dispositions religieuses ou politiques, ce qui a une incidence directe sur leurs conceptions du libéra-

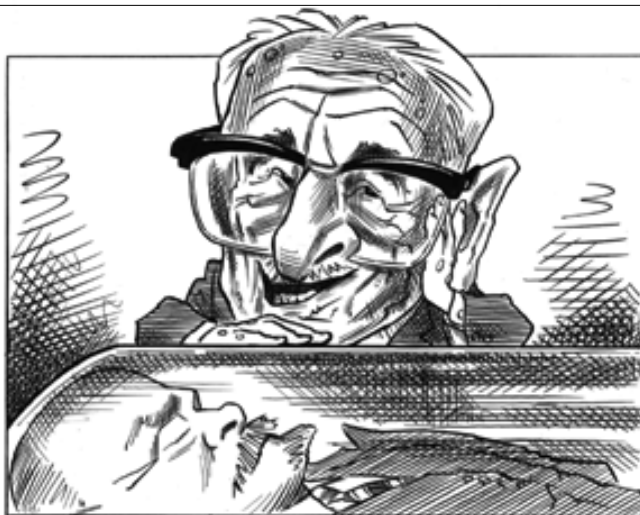
43 – Voir Richard Cockett, *Thinking the Unthinkable. Think Tanks and the Economic Counter-Revolution (1931-1983)*, New York, HarperCollins, 1994.

44 – W. Röpke, « Plan for an international periodical », août 1945, Mont-Pelerin Society papers, Box n° 30-2, Hoover Institution Archives.

lisme⁴⁵ : méfiance vis-à-vis des religions monothéistes jugées intolérantes contre défense des religions chrétiennes face à l'étatisme ; rejet de toute forme de « justice sociale » contre acceptation d'un État social limité compatible avec le libre jeu du marché ; État cantonné à ses fonctions régaliennes et à la gestion des biens collectifs contre État autorisé à intervenir directement dans l'économie pour soutenir l'offre ou la demande ; conviction que l'État crée les monopoles et que la concurrence permet la sélection des meilleurs contre nécessité d'une législation antitrust limitant concentration industrielle et expansion urbaine, protégeant les communautés rurales et les industries familiales. En grossissant le trait, on peut dire qu'on retrouve ainsi la plupart des lignes de clivage observables au sein de la Société du Mont-Pèlerin. Elles peuvent être retraduites selon des logiques géographiques (Europe contre États-Unis), au sein d'espaces nationaux (en France par exemple dans l'opposition entre ingénieurs-économistes, comme Maurice Allais, et universitaires se réclamant de la tradition autrichienne comme Pascal Salin), durcies (néo-libéralisme contre pensée libertarienne) ou spécifiées dans des enjeux particuliers (défense de l'étalon-or contre privatisation de la monnaie, par exemple).

Tous ces éléments jouent à plein lorsque à la fin des années 1950 et au début des années 1960 éclate au sein du Mont-Pèlerin ce que l'on a appelé « l'affaire Hunold ». Au départ limité aux accusations que se renvoient mutuellement Friedrich Hayek et Albert Hunold de vouloir faire main basse sur l'organisation, ce conflit qui met classiquement aux prises celui qui symbolise le prestige intellectuel de la Société et son secrétaire européen, qui en assure le fonctionnement matériel, clarifie les oppositions internes. Il se solde par le départ de Hunold, mais aussi de Röpke et d'une quinzaine de membres pour la plupart européens, qu'ils soutiennent Hunold ou non, à l'instar de Bertrand de Jouvenel, pour qui la crise a été un révélateur des antagonismes intellectuels préexistants⁴⁶. Selon lui, la Société du Mont-Pèlerin a perdu sa raison d'être en devenant l'instrument d'un libéralisme manichéen, qui voue un culte à la liberté d'entreprendre plutôt qu'à la liberté individuelle et dénie toute efficacité à la régulation étatique. Sans provoquer de plus large scission, la crise des années 1960 permet une radicalisation du néo-libéralisme et ouvre la voie à un renforcement de la domination américaine en son sein.

Si le recrutement de la Société du Mont-Pèlerin n'est théoriquement pas soumis à un impératif de représentativité nationale, il n'est qu'à considérer l'évolution de ses effectifs pour comprendre que le nombre d'adhérents qui revient à chaque pays et à chaque



La victoire du néo-libéralisme sur le socialisme.

Hayek contemplant le cadavre de Lénine.

© 2001, Taylor Jones, Hoover Digest.

bloc géographique peut être un enjeu de luttes (voir tableau page suivante). Lorsque la Société du Mont-Pèlerin a été créée, tout a été entrepris pour qu'à sa tête Américains et Européens, et parmi ces derniers Allemands, Anglais, Français et Suisses, soient représentés équitablement. Certains manœuvrent pourtant pour assurer la prééminence des uns sur les autres ou pour préserver un équilibre, alors que la position de leur pays sur la scène internationale pourrait les reléguer au second plan. Le Français Daniel Villey s'oppose ainsi à la nomination de Milton Friedman à la tête de la Société en 1968 : « Malgré tout et bien que Milton Friedman me semble le président idéal pour notre société, une présidence américaine avec un secrétaire anglais me semble contestable. Est-ce un excès de patriotisme de l'Europe des Six de ma part⁴⁷ ? » À l'origine majoritaire, la part des Européens admis au Mont-Pèlerin décline clairement à partir des années 1960, tandis que celle des Américains ne cesse de croître. La composition de la Société du Mont-Pèlerin reflète ainsi assez bien diverses transformations intervenues dans les rapports de forces entre les nations : croissance de la puissance américaine, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique ; recul européen sous les mêmes rapports, et en particulier de pays comme la France, tandis que d'autres, comme l'Allemagne, se maintiennent ; émer-

45 – Pour des présentations synthétiques des pensées de Hayek et Röpke : Gilles Dostaler, *Le Libéralisme de Hayek*, Paris, La Découverte, 2001 ; Roland Hahn, *Wilhelm Röpke*, Sankt Augustin, Academia Verlag, 1997.

46 – Cf. Lettre de B. de Jouvenel à M. Friedman, le 30 juillet 1960, Milton Friedman papers, Box n° 86-2, Hoover Institution Archives.

47 – Lettre de D. Villey à F. A. Hayek, le 4 janvier 1968, Friedrich A. Hayek papers, Box n° 80-1, Hoover Institution Archives.

ORIGINES GÉOGRAPHIQUES DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DU MONT-PÈLERIN (1947-1989)

Pays de résidence*	1947-1949 (n = 103)	1956 (n = 204)	1963 (n = 295)	1973 (n = 377)	1981 (n = 414)	1989 (n = 489)
AFRIQUE (AFRIQUE DU SUD)	0,0 %	2,0 %	2,0 %	0,3 %	1,0 %	1,6 %
Argentine	1,0 %	0,5 %	2,0 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %
Guatemala	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,5 %	1,7 %	1,4 %
AMÉRIQUE CENTRALE ET LATINE	1,0 %	3,4 %	5,8 %	8,0 %	8,9 %	9,4 %
États-Unis	37,9 %	36,8 %	39,7 %	44,8 %	49,5 %	46,2 %
AMÉRIQUE DU NORD	37,9 %	37,3 %	40,1 %	45,4 %	50,1 %	47,9 %
Japon	0,1 %	0,1 %	1,7 %	4,2 %	4,6 %	4,9 %
ASIE	0,1 %	0,5 %	2,0 %	5,3 %	5,6 %	7,4 %
France	15,5 %	10,3 %	9,8 %	7,7 %	5,1 %	3,9 %
Grande-Bretagne	14,6 %	14,2 %	9,5 %	9,0 %	8,0 %	6,5 %
Italie	3,9 %	5,4 %	3,4 %	2,1 %	2,4 %	2,0 %
RFA	9,7 %	8,3 %	11,9 %	11,9 %	8,7 %	7,4 %
Suisse	6,8 %	5,9 %	3,4 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %
EUROPE	61,2 %	55,4 %	49,8 %	40,8 %	33,1 %	30,9 %
Australie	0,0 %	0,5 %	0,0 %	0,3 %	1,4 %	2,7 %
Océanie	0,0 %	0,98 %	0,34 %	0,3 %	1,4 %	2,86 %

* Ne sont indiqués que les pays qui contribuent le plus au recrutement de la Société du Mont-Pèlerin.

SOURCES : Mont-Pèlerin Society papers et Ronald Max Hartwell papers, Hoover Institution Archives.

gence de puissances économiques en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est, liées aux États-Unis. C'est, dès lors, dans ces zones que la Société du Mont-Pèlerin va redéployer une partie de son activité, aussi bien par l'organisation de réunions⁴⁸, ce qui témoigne de l'évolution politique et économique de ces pays (pour qu'il y ait meetings, il faut qu'il y ait des financements correspondants), que par des actions plus directement politiques, dans le cadre du Chili d'Augusto Pinochet notamment, où Milton Friedman a pu expérimenter les recettes supposées vertueuses de sa « thérapie de choc »⁴⁹, qui seront ensuite exportées vers l'Europe et les États-Unis. L'inégale représentation des États au sein du Mont-Pèlerin reproduit des phénomènes aussi généraux que la régionalisation de la puissance économique ou le découplage entre puissance économique et puissance politique, certains pays comme l'Allemagne ou le Japon pouvant paraître surreprésentés à l'aune de cette dernière. Pour autant, la structure du Mont-Pèlerin n'est pas qu'un simple enregistrement de l'évolution de la hiérarchie entre puissances économiques. Née pendant la Guerre froide, la Société du Mont-Pèlerin est pour l'économie ce que le Congrès pour la liberté de la culture, avec qui elle a eu en commun un certain nombre de membres, a été dans le domaine culturel⁵⁰ : un instrument de lutte contre le communisme et plus largement contre toute forme de collectivisme socialiste. Cela explique qu'elle ait été financée par des fondations privées américaines, des syndicats patronaux comme le CNPF, le ministère allemand de l'Économie,

etc. Cela explique également la progressive hégémonie américaine en son sein, le nombre d'adhérents qui revient à chaque pays pouvant quant à lui être lu comme un indicateur de proximité politique et stratégique avec les États-Unis.

La prédominance des États-Unis au sein du Mont-Pèlerin n'est pas sans conséquences politiques et théoriques. La première phase de l'existence de la Société avait été marquée par une réussite européenne : la construction d'une « économie sociale de marché » en Allemagne de l'Ouest sous la houlette de Ludwig Erhard, Walter Eucken, Alfred Müller-Armack, Alexandre Rüstow et Wilhelm Röpke (tous figurant parmi les premiers membres de l'organisation). Le déplacement du centre de gravité de l'espace du néo-libéralisme de l'Europe vers l'Amérique conduit à une dépréciation de ce qui pouvait subsister de « libéralisme social » au profit d'une autre forme de néo-libéralisme, celui de l'École de Chicago. Le poids de ce dernier a été renforcé par le fait que les *Chicago Boys*, massivement représentés au sein du Mont-Pèlerin, ont eux aussi connu un succès politique retentissant : l'élection de Ronald Reagan, qu'ils ont soutenu et directement influencé, à la Présidence

48 – Japon en 1966 et 1988, Venezuela en 1969, Guatemala en 1973, Chili en 1981 et 2000, Taiwan en 1978 et 1988, etc.

49 – Voir Bernhard Walpen, « Von Igel und Hasen... », *art. cit.*, p. 1977.

50 – Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995.

américaine⁵¹. Cette transformation des rapports de forces internes à l'organisation a généré une nouvelle ligne de clivage, non plus simplement entre interventionnisme modéré et laisser-faire, mais entre partisans de l'économie néo-classique (monétarisme et *public choice*) incarnée par Milton Friedman et tenants du libéralisme subjectiviste de l'École autrichienne, héritiers de Hayek et Ludwig von Mises.

Les usages sociaux du Mont-Pèlerin

Si l'objet principal de la Société du Mont-Pèlerin est de nature idéologique, elle remplit néanmoins bien d'autres fonctions. Elle permet à ses membres d'accumuler du capital social et rend ainsi possible la naissance d'amitiés intellectuelles durables (entre Bertrand de Jouvenel et Michael Polanyi par exemple⁵²) qui peuvent être le point de départ d'autres réseaux, tout en attachant au néo-libéralisme des noms qui lui apportent reconnaissance et prestige. Cette conversion de capital social en capital symbolique, grâce aux transferts qu'une commune appartenance autorise, est sans doute l'un des éléments qui expliquent à la fois l'attraction qu'exerce la Société du Mont-Pèlerin dans certains milieux patronaux, universitaires ou politiques, et le lien quasi indéfectible qui rattache certains membres, les plus démunis initialement en capital symbolique, à l'organisation. On ne comprendrait pas l'enthousiasme de certaines recrues, ni la persévérance avec laquelle d'aucuns ont cherché à adhérer, si l'on ne mesurait pas les profits symboliques que l'appartenance à la Société du Mont-Pèlerin procure : elle permet à des petits patrons d'acquérir une stature internationale et d'obtenir estime et considération dans le syndicalisme patronal, elle fait de professeurs peu connus hors du champ universitaire les compagnons de route de prix Nobel, etc. Et en retour, parce que faire partie d'un groupe fondé sur une cooptation très sélective suppose que chacun en défende les frontières, la Société du Mont-Pèlerin peut, même si les crises internes existent, se prémunir de graves dissensions et s'assurer un ancrage solide. C'est ainsi que lorsqu'il quitte au début des années 1960 la Société, Bertrand de Jouvenel le fait sur « la pointe des pieds⁵³ », tant cela a été pour lui un « immense honneur » que d'être invité à la réunion de 1947. Sa trajectoire politique antérieure, qui l'a mené du radicalisme à l'engagement au sein du PPF de Jacques Doriot et au soutien du régime de Vichy, ne le prédisposait en effet guère à devenir l'un des fondateurs du Mont-Pèlerin⁵⁴.

La Société du Mont-Pèlerin n'est cependant pas qu'un accumulateur de capital social et symbolique, c'est aussi une entreprise intellectuelle. Certains peuvent tirer de leur appartenance (ou de leur proximité) des

avantages matériels. L'insertion dans les réseaux de diffusion des idées néo-libérales crée des débouchés éditoriaux, si bien que l'organisation de conférences, la traduction d'ouvrages, la recherche d'éditeurs sont l'une des principales activités des membres, la limite étant constituée par la quête d'un paradis fiscal pour un universitaire français comme Louis Baudin, qui sollicite le secrétaire européen de la Société pour qu'il lui trouve un éditeur suisse afin de contourner une législation qui l'oblige à verser 60 % de ses droits d'auteur au fisc⁵⁵. Parce qu'elle a acquis un certain prestige, la Société du Mont-Pèlerin peut également être le lieu d'investissements publicitaires ou servir la communication de certaines entreprises. Ainsi, pour financer les meetings on trouve parfois aux côtés des bailleurs de fonds traditionnels (souvent des syndicats patronaux) de grandes entreprises, comme Michelin, Nina Ricci ou Yves Rocher pour la réunion de Paris en 1984⁵⁶, ce qui est à mettre en rapport avec les stratégies de présentation de soi qu'adoptent certaines firmes et avec les dispositions politiques de leurs dirigeants (dans le cas de Michelin notamment). Mais la fonction principale d'une organisation comme la Société du Mont-Pèlerin réside sans doute dans le rôle qu'elle joue, aux côtés d'autres instances non étatiques, dans l'unification des champs économiques nationaux et du champ économique mondial. Lorsque l'archiduc Robert d'Autriche écrit à Albert Hunold à la suite d'une réunion qu'il s'est réjoui « de

51 – R. M. Hartwell, *A History of the Mont-Pelerin Society*, op. cit., p. 213. Sur les 76 économistes qui ont conseillé Ronald Reagan durant sa campagne électorale, 22 étaient membres de la Société du Mont-Pèlerin. Plusieurs d'entre eux ont ensuite exercé des responsabilités directes dans la définition et l'application des mesures de politique économique adoptées.

52 – Cf. Lettre de M. Polanyi à F. A. Hayek le 9 novembre 1955, Friedrich A. Hayek papers, Box n° 43-55, Hoover Institution Archives.

53 – Lettre de B. de Jouvenel à G. Stigler, le 24 avril 1972, Milton Friedman papers, Box n° 87-2, Hoover Institution Archives.

54 – Décivant la première réunion du Mont-Pèlerin, William Rappard écrit à André Siegfried qu'il souhaite voir accepter la fonction de vice-président de la Société : « Hayek avait de plus invité Bertrand de Jouvenel, qui habitait dans les environs du lieu de notre réunion. Grâce à son intelligence et à sa connaissance de l'anglais, il fut celui des Français qui prit la part la plus active aux discussions. Tous se rendaient compte cependant – et lui, je crois, le tout premier – que pour des raisons que vous comprendrez sans peine, il ne serait pas opportun de l'appeler à représenter votre pays au sein du conseil » (Lettre de W. Rappard à A. Siegfried, le 9 mai 1947, Friedrich A. Hayek papers, Box n° 45-6, Hoover Institution Archives).

55 – « [...] comme célibataire sans enfant à charge, [il] supporte le maximum du taux afférent à [sa] catégorie à l'impôt progressif, à la taxe proportionnelle, à l'impôt des allocations familiales, ces trois prélèvements se superposent » (Lettre de L. Baudin à A. Hunold, le 22 novembre 1958, Mont-Pelerin Society papers, Box n° 37-9, Hoover Institution Archives).

56 – « The Mont-Pelerin Society 1984 regional meeting », Ronald Max Hartwell papers, Box n° 1, Hoover Institution Archives.

pouvoir [se] tremper un peu dans une atmosphère plus universitaire et de voir les problèmes qui surgissent quotidiennement dans la vie des affaires, d'une manière plus théorique et sous un angle intellectuel plus haut⁵⁷», il dit bien ce que l'on peut attendre de ce type d'association : le maintien d'une forme de solidarité entre les pôles temporel et scientifique du champ économique. L'économie est tout à la fois instrument de connaissance et enjeu de pouvoir. Concilier ces deux ordres de réalité et les fractions de classes différentes qu'ils mobilisent (enseignants, experts, patrons, hommes politiques) suppose un travail de traduction, de transaction, qu'assurent des instances comme la Société du Mont-Pèlerin qui, tout en prétendant avoir pour programme de ne pas en avoir⁵⁸, œuvre à l'universalisation d'une des visions du monde les plus puissantes aujourd'hui et facilite ainsi l'unification matérielle et symbolique du champ économique mondial. Pour s'acquitter de cette tâche, la Société du Mont-Pèlerin n'est évidemment pas seule. Elle peut désormais compter sur l'activisme d'au moins deux cents *think tanks* disséminés de par le monde, politiquement, financièrement et intellectuellement autonomes vis-à-vis d'elle. C'est dire toute l'efficacité de la stratégie de Hayek, qui consistait à

doter le néo-libéralisme d'une citadelle dans l'attente de bouleversements qu'il jugeait inéluctables. Au début des années 1950, Joseph Schumpeter voyait, non sans ironie, dans la réunion du peu d'économistes libéraux que l'on comptait alors, tout en haut d'une montagne suisse, une confirmation de sa thèse selon laquelle le capitalisme libéral était à moyen terme condamné⁵⁹. Le succès de la Société du Mont-Pèlerin montre comment un certain utopisme allié à une structuration souple et discrète, qui permet l'accumulation conjointe de capital social et de capital symbolique, peut contribuer à faire advenir ce qui aux yeux de beaucoup était historiquement improbable.

57 – Lettre de R. d'Autriche à A. Hunold, le 17 septembre 1959, Mont-Pelerin Society papers, Box n° 40-4, Hoover Institution Archives.

58 – Marie-Thérèse Génin, « La Société du Mont-Pèlerin », *La Nouvelle revue de l'économie contemporaine*, 11, novembre 1950, p. 27.

59 – Joseph Schumpeter cité in A. Hunold, « The Mont-Pelerin Society », réimpr. de *World Liberalism, a Publication of The Liberal International*, printemps 1955, p. 2 (Milton Friedman papers, Box n° 83-5, Hoover Institution Archives).